

DREAL-UD69-CR
DDPP-SPE-MM

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-14
portant mise en demeure et suspension
de la société JUNET Groupe
pour le site qu'elle exploite parcelle 751, 2333 route de Paris à BULLY

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 18 juillet 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 09 juin 2023 a permis à l'inspection des installations classées de constater la présence de déchets non inertes sur la parcelle 751, située 2333, route de Paris sur la commune de BULLY;

CONSIDÉRANT que l'activité de stockage de déchets non dangereux non inertes relève de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que la société JUNET Groupe, exploite donc à BULLY une installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720, soumise à enregistrement ou autorisation au titre de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que cette activité, qui n'a pas fait l'objet de la demande d'autorisation ou d'enregistrement requise, en fonction du type de déchets stockés, est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il cesse immédiatement ses activités de stockage de déchets ainsi que l'admission de tout nouveau déchet et qu'il régularise

sa situation administrative en déclarant la cessation définitive de son activité et en procédant à l'évacuation des déchets et à la remise en état du site ou en déposant un dossier d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société JUNET Groupe de régulariser sa situation administrative ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 :

La société JUNET Groupe, dont le siège social est situé 1050, route de Sarcey 69490 SAINT-ROMAIN-DE-POPEY, exploitant du site implanté parcelle 751, 2333 route de Paris sur la commune de BULLY, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative ;

soit :

- en déclarant la cessation définitive d'activité, **sous un délai de 2 mois**, conformément aux articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement,
- en procédant, **sous un délai de 2 mois**, à l'évacuation vers les filières dûment autorisées, de l'ensemble des déchets présents sur le site, en ayant effectué une caractérisation précise de la nature des déchets présents (dangereux, non dangereux ou inertes). Après enlèvement des déchets le site sera nettoyé et remis en état sous un délai de 2 mois, l'exploitant devant être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets dans le respect des dispositions précédentes.

Soit :

- en déposant, **sous un délai de 3 mois**, un dossier de demande de régularisation d'une installation classée visée par la rubrique n° 2760 (installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément à l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées rappelle que la compatibilité avec le PLU doit être justifiée pour toute demande d'autorisation ou d'enregistrement.
Ce dossier devra comporter une analyse exhaustive des remblais stockés sur l'emprise exploitée afin que soit caractérisé le caractère inerte, non dangereux ou dangereux. L'exploitant justifiera l'emplacement des sondages par la fourniture d'un plan précis de l'étude de sol. Si les conclusions de l'étude démontrent la présence de déchets non inertes, l'exploitant procédera à son évacuation vers des filières autorisées ou déposera un dossier de régularisation correspondant aux déchets stockés.

Ces délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Le fonctionnement de toute activité est suspendu jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ou d'enregistrement, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement ne s'y opposent ;

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la **présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti**, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement **est rejetée**, la remise en état des lieux, avec évacuation des remblais déposés devra être réalisée.

Cette remise en état des lieux sera à réaliser sous **un délai de 2 mois** à compter de la réalisation d'au moins une des deux conditions énoncées au premier alinéa du présent article.

Article 4 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois .

Pour l'exploitant, ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision lui est notifiée. Pour les tiers, ce délai commence à courir à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

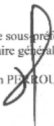
Article 7 :

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de BULLY,
- à l'exploitant.

Lyon,
Le 1 février 2024
Pour la préfète

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON



Signé électroniquement par
Julien PERROUDON